

MESSAGE N° 104 28 octobre 2008
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif à
l'octroi d'un crédit d'engagement pour
l'acquisition du bâtiment La Timbale et de
ses équipements, actuellement propriété de la
société Ecole de multimédia et d'art de Fribourg
SA (EMAF)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement de 9 150 000 francs pour l'acquisition du bâtiment «La Timbale» et de ses équipements et matériel, cela en vue de «cantonaliser» l'école gérée et la formation dispensée actuellement par la société Ecole de multimédia et d'art de Fribourg SA.

Le présent message comprend les chapitres suivants:

1. Rappel historique
2. Les relations EMAF-Etat (conventions, subventionnement)
3. Evolution récente
4. Motifs plaidant en faveur de l'achat du bâtiment et d'une reprise de l'enseignement par l'Etat
5. Le bâtiment et ses équipements
6. L'organisation future de la formation
7. Incidences financières
8. Autres incidences
9. Commentaire des articles du décret

1. RAPPEL HISTORIQUE

En 1987, l'école privée Ceruleum s'est installée à Fribourg avec pour but, entre autres, d'offrir un programme de formation préparatoire aux écoles d'art ou à l'apprentissage de métiers artistiques (graphistes, décorateurs, bijoutiers, etc.).

En 1998, suite à une proposition d'extension, Ceruleum a pris l'appellation nouvelle d'Ecole de multimédia et d'art de Fribourg (EMAF). Société à responsabilité limitée à ce moment, elle a jeté les bases d'une formation pilote, en Suisse, de concepteur en multimédia.

En 2002, l'EMAF a décidé sa transformation en société anonyme. Logée alors dans l'ancien bâtiment Swisscom, à la route des Arsenaux, à Fribourg, elle a rapidement envisagé un déplacement pour augmenter sa capacité d'accueil, face à l'accroissement constant des demandes d'admission.

L'EMAF a donc acquis, puis rénové et transformé le bâtiment dit «La Timbale», sis à la rue Wilhelm-Kaiser 13, à Fribourg.

2. LES RELATIONS EMAF-ÉTAT (CONVENTIONS, SUBVENTIONNEMENT)

L'école Ceruleum, comme établissement préparant l'entrée dans une école d'arts visuels, a passé une première convention avec la Direction en charge de l'instruction publique (appelée alors Direction de l'instruction publique et des affaires culturelles/DIPC) en 1988. Cet acte a été renouvelé périodiquement, la dernière fois le 2 juillet

2002, l'école ayant déjà pris à ce moment le nom qu'on lui connaît désormais. La subvention cantonale octroyée se montait, pour cette période initiale, à 152 000 francs (parfois réduite linéairement pour raisons d'économies).

A partir de 1998, dans le cadre de l'introduction de la formation de concepteur en multimédia comme projet-pilote, le soutien financier de l'Etat avait été fixé à 107 000 francs pour l'année scolaire 1998/99, 152 000 francs pour l'année scolaire 1999/2000, 314 000 francs pour l'année scolaire 2000/01 et 443 000 francs pour l'année scolaire 2001/02.

Dans le cadre des conventions renouvelées en 2002, une réévaluation a été opérée pour la dernière année scolaire citée, si bien que la subvention versée se montait finalement à 646 000 francs. Pour les années scolaires 2002/03 et 2003/04, l'aide financière étatique s'est élevée à 798 000 francs, respectivement 899 000 francs.

Par décision du Conseil d'Etat du 17 avril 2003, l'EMAF a été transférée à partir du 1^{er} janvier 2004 de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) à la Direction de l'économie et de l'emploi (DEE). Elle était devenue en effet une école professionnelle à plein temps fonctionnant un peu comme l'Ecole des métiers. Une convention a été passée entre la DEE et l'EMAF, le 5 octobre 2005, qui prévoyait notamment l'octroi d'une subvention totale de 1 217 640 francs en faveur de l'école.

En raison des besoins toujours plus importants de celle-ci, les subventions cantonales versées en 2005 se sont élevées cependant à 1 560 160 francs, puis 1 660 662 francs en 2006 et enfin 1 998 342 francs en 2007.

En ajoutant à ces montants les subventions fédérales, on constate que les contributions des collectivités publiques ont évolué ainsi, pour les années 2005 à 2007, de plus de 23%:

| | <u>Subv. FR</u> | <u>Subv. CH</u> | <u>Total</u> | <u>Coût/élève</u> |
|------|-----------------|-----------------|--------------|-------------------|
| 2005 | 1 560 160 | 685 549 | 2 245 709 | 14 872 |
| 2006 | 1 660 662 | 775 164 | 2 435 826 | 16 239 |
| 2007 | 1 998 342* | 731 000 | 2 729 342 | 18 318 |

* dont 250 000 comptabilisés en 2008

3. ÉVOLUTION RÉCENTE

En raison des graves difficultés financières rencontrées par l'EMAF et pour le motif que le subventionnement de la Confédération allait passer au système de forfaits à partir du 1^{er} janvier 2008, la DEE et l'EMAF ont entamé des pourparlers dès le printemps 2007, en vue de trouver une solution qui convienne à toutes les parties concernées ainsi qu'en priorité aux jeunes en formation.

Le Conseil d'Etat a été régulièrement informé du résultat des négociations et en a, par la suite, fixé le cadre en émettant des principes généraux et des principes financiers, qui ont été exposés à la direction de l'EMAF. Celle-ci a, pour sa part, proposé plusieurs solutions, soit, en premier lieu, la reprise par l'Etat de la société EMAF SA, puis, en second lieu, la solution d'une privatisation totale de l'école, dans le sens où l'Etat renoncerait à subventionner les formations dispensées et, enfin, la poursuite des relations Etat-EMAF, sur la base d'un mandat de prestations.

C'est finalement, au vu des circonstances, la deuxième variante qui a été choisie, soit celle de la privatisation

totale de l'EMAF, celle-ci pouvant continuer à dispenser les formations offertes jusqu'ici ou offrir d'autres formations professionnelles de niveau supérieur au CFC.

Afin de trouver cependant une solution pour les quelque cent cinquante jeunes inscrits à l'EMAF lors de l'année scolaire 2007/08, l'Etat et la direction de l'école se sont engagés par convention du 30 novembre 2007, à assurer une phase transitoire, comprenant les années civiles 2008 à 2011, de façon à permettre aux intéressés (y compris les éventuels redoublants) de terminer leur cursus de formation dans l'école même.

A teneur de l'article 1 de la convention, l'Etat s'engageait à verser à l'EMAF un montant de 18 750 francs par personne en formation pendant les années 2007/08 à 2010/11, ce forfait s'appliquant toutefois aux personnes alors inscrites auprès de l'EMAF et qui devraient terminer leur formation dans les deux filières de concepteur en multimédia. Le deuxième alinéa de cette disposition prescrit que le montant susmentionné est indexé à 3% par année, à compter de l'année 2008/09.

Pour le reste, l'EMAF envisageait dorénavant de dispenser des formations professionnelles initiale et supérieure et de s'adresser à une «clientèle» d'apprenants susceptibles de financer eux-mêmes l'entier du coût – plus élevé qu'actuellement – de leur formation.

De son côté, le Service de la formation professionnelle cherchait déjà des solutions (notamment avec les autorités d'un canton voisin) pour les jeunes fribourgeois qui désiraient commencer un apprentissage de concepteur en multimédia, sans pouvoir en assumer les coûts plus élevés.

A la suite de la signature de la convention du 30 novembre 2007, diverses réactions ou interventions ont eu lieu. Il en est résulté une appréciation parfois inexacte des faits. Ainsi, la résolution du Grand Conseil adressée le 14 décembre 2007 au Conseil d'Etat partait-elle des prémisses erronées selon lesquelles «la nouvelle convention régissant les règles de fonctionnement et de financement entre l'Etat et l'EMAF n'a pas pu être signée» et que le Gouvernement devait dès lors «ouvrir à nouveau le dialogue» avec la direction de l'EMAF.

Or, non seulement la convention en question, comme rapporté auparavant, a été signée, mais encore les contacts entre l'Etat et l'EMAF n'ont jamais été rompus. Preuve en est, notamment, qu'avant le vote de la résolution parlementaire, le Conseil d'Etat avait proposé à l'EMAF un avenant à l'acte du 30 novembre 2007, permettant d'offrir aux élèves alors en classe préparatoire pour la formation de concepteur en multimédia les mêmes conditions que celles prévues dans la convention.

Dans un communiqué de presse du 10 décembre 2007, le Conseil d'Etat relevait notamment ce qui suit:

«Le Conseil d'Etat versera pour les élèves actuellement en classe préparatoire le même montant que pour les élèves ayant déjà débuté leur formation, à savoir, dès 2008, 18 750 francs par élève et par an, indexé à raison de 3% par an jusqu'en 2012. En contrepartie de ce soutien, l'EMAF devrait s'engager à limiter sa facture pour l'écologie et les autres frais à 4000 francs par an au maximum.»

Le Conseil d'Etat a toujours voulu trouver une solution permettant d'assurer la formation des jeunes fribourgeois et fribourgeoises à l'EMAF. La contribution du canton de Fribourg et celle de la Confédération ont d'ailleurs été

régulièrement augmentées ces dernières années, passant de 14 872 francs par an et par élève en 2005, à 18 196 francs en 2007. Conscient des difficultés financières rencontrées par l'EMAF, le Conseil d'Etat s'était déclaré prêt à verser une contribution de 250 000 francs pour des investissements extraordinaires en 2007, en plus de l'augmentation de la contribution par élève. Il était également disposé à racheter le bâtiment de l'EMAF à un prix raisonnable, mais refusait de verser le «goodwill» d'un million de francs réclamé par le propriétaire de l'EMAF, pour la valeur «commerciale» de son entreprise.

Dans toutes ses démarches envers l'EMAF, le Conseil d'Etat a tenu à respecter le cadre général de fonctionnement des écoles professionnelles fribourgeoises. Pour cette raison, il a exigé que la transparence soit garantie sur les comptes et le mode de gestion de l'EMAF. C'est finalement la direction de l'EMAF qui a choisi de renoncer totalement aux subventions de l'Etat, estimant que les offres du Conseil d'Etat étaient insuffisantes ou ressemblaient trop sa liberté de gestion.»

Sur le fond, la résolution du Grand Conseil soulignait l'inquiétude des députés face au risque de «perdre une école qui permet à de nombreux élèves de se former dans ce domaine particulier, et à des coûts abordables».

Le Grand Conseil demandait dès lors au Conseil d'Etat «dans la mesure où la direction de l'EMAF ne veut pas accepter les règles officielles à tout établissement subventionné (...), de tout mettre en œuvre afin que la pérennité des formations octroyées soit assurée».

Dans ce contexte, il convenait d'étudier «la possibilité de racheter l'immeuble», propriété de l'EMAF, et d'envisager «l'intégration des formations de concepteur en multimédia dans le cadre de l'école professionnelle ou des métiers (dès la rentrée 2009)».

Or, le Conseil d'Etat a toujours envisagé cette solution, dès le printemps 2007 déjà, même si les circonstances ont voulu qu'elle soit écartée en tout cas dans une première phase, comme exposé précédemment. C'est pourquoi les négociations avec l'EMAF ont repris dès février-mars 2008. La Banque cantonale de Fribourg (BCF), créancière principale de l'EMAF, y a été associée, l'objectif fixé par le Conseil d'Etat étant, si possible, de garantir la pérennité de la formation à Fribourg, d'assurer aux jeunes fribourgeois une formation à des coûts raisonnables et, le cas échéant, d'acquérir le bâtiment «La Timbale» pour un prix raisonnable.

Le 31 mars 2008, le Conseil d'Etat a pris acte du plan d'action discuté par les parties ainsi que des mandats attribués pour l'estimation du bâtiment et des équipements. Il a en outre décidé que l'EMAF pourrait accueillir les élèves fribourgeois commençant l'année scolaire 2008/09 aux mêmes conditions que les élèves confédérés (soit 12 000 francs à charge de l'Etat de Fribourg, 4200 francs versés par la Confédération et 6800 francs à charge de l'élève). Enfin, un groupe de travail interdirectionnel a été institué, avec mandat de préparer des négociations d'achat du bâtiment «La Timbale» et de faire des propositions pour régler les questions de la phase transitoire.

Désormais, toutes les évaluations ont été faites et analysées, un protocole d'accord a été passé le 22 octobre 2008 entre l'EMAF et l'Etat de Fribourg. Et c'est donc finalement l'achat du bâtiment «La Timbale» par l'Etat de Fribourg, assorti implicitement de la «cantonalisation» de la formation de concepteur en multimédia, qui

est soumis à votre approbation, par le biais du présent message et du projet de décret qui l'accompagne.

4. MOTIFS PLAIDANT EN FAVEUR DE L'ACHAT DU BÂTIMENT ET D'UNE REPRISE DE L'ENSEIGNEMENT PAR L'ÉTAT

Les motifs qui plaident en faveur de la solution proposée dans le présent message découlent déjà implicitement de l'exposé qui précède. En réalité, il s'agit quasiment d'une opération de «sauvetage» visant à pérenniser la formation des apprentis concepteurs en multimédia à Fribourg. Si l'on veut en effet vraiment assurer cette pérennité – ce qui semble être un vœu partagé par de nombreux milieux, y compris le Grand Conseil, au vu de sa résolution du 12 décembre 2007 – l'Etat de Fribourg doit, compte tenu également des risques que fait peser l'endettement très élevé de l'EMAF sur son propre sort, en tant que société anonyme, acquérir le bâtiment actuellement propriété de cette école et reprendre, sous l'égide du Service de la formation professionnelle (SFP), l'enseignement qui y est dispensé.

Il faut rappeler que, selon le règlement d'apprentissage du 20 novembre 2002, le concepteur en multimédia s'occupe de la création visuelle et de la réalisation de produits multimédia. Il élabore, en collaboration avec d'autres spécialistes, des mandats et projets multimédia selon un cahier des charges et prend soin de leur réalisation technique. Cette formation répond aux besoins actuels de l'économie.

La solution proposée s'inscrit d'ailleurs dans une perspective plus large: le bâtiment «La Timbale» est situé sur le Plateau de Pérolles et l'Etat y aura ainsi un dispositif de formation complet et complémentaire, s'agissant de la formation ici en cause, à l'offre existante de l'Ecole des métiers de Fribourg (EMF) dans les domaines techniques. Le bâtiment présente dès lors un intérêt «stratégique» évident pour l'Etat de Fribourg.

Les similitudes entre celle-ci et l'actuelle EMAF (type «école de métiers»), avec une phase industrielle et des stages en entreprise, leur proximité géographique, tout cela permet d'envisager l'exploitation de synergies, avec une structure de gestion plus légère. Un rattachement de ces filières de formation à l'EMF paraît donc logiquement s'imposer. Celle-ci, au demeurant, est déjà en contact étroit avec les Hautes Ecoles présentes sur le site. Ces liens vont encore se renforcer à l'avenir, en particulier dans le cadre du Pôle Scientifique et Technologique qui est en train de se constituer.

Il faut rappeler enfin que l'affectation, par son propriétaire actuel, du bâtiment «La Timbale» à un autre but que la formation professionnelle impliquerait l'obligation de rembourser les subventions fédérales octroyées à l'occasion des travaux de rénovation et de transformation. Au vu de l'importance des montants à rembourser et de la situation financière de l'EMAF, le respect de cette exigence n'est guère envisageable.

5. LE BÂTIMENT ET SES ÉQUIPEMENTS

5.1 Description du bâtiment

Le bâtiment aujourd'hui propriété de l'EMAF a été construit en 1904 par l'architecte Frédéric Broillet. Il

s'agissait alors d'une minoterie destinée à l'entreprise Grand & Cie.

D'une construction très simple, avec des murs en brique, des sommiers en béton armé soulagés par des colonnades en fonte, une toiture en bois et tuiles de terre cuite, ainsi qu'une marquise protégeant le quai de la voie industrielle, le bâtiment a, par la suite, abrité la fabrique de pâtes alimentaires «La Timbale».

En 1989, un incendie a détruit les combles de l'édifice, qui à cette époque ne servait plus que d'entrepôt, et celui-ci est resté désaffecté pendant plusieurs années, jusqu'à ce que les idées de réhabilitation qui germaient dans les esprits des architectes Lateltin et Monnerat rencontrent les projets du directeur de l'EMAF. Le projet de transformation a été mis à l'enquête publique en novembre 2001 et terminé en août 2004.

Comme le mentionne la fiche 4/2005 consacrée à l'EMAF (textes de Patrick Cléménçon) et éditée par l'IDEA (réseau d'universités européennes centré sur la science et la technologie), «pour répondre aux besoins spécifiques de l'enseignement dispensé, les locaux ont été aménagés d'une façon non conventionnelle, qui découle directement de l'usage de supports didactiques ultra-modernes. L'ensemble comprend des salles de classe-ateliers de grandes dimensions, un studio d'enregistrement vidéo, des bureaux, des locaux techniques ainsi que des studios permettant d'accueillir des professeurs invités».

Afin de satisfaire les besoins en locaux, le bâtiment a été surélevé par la réalisation d'un attique, qui s'exprime comme une superstructure unitaire et indépendante du bâti existant.

La parcelle, art. 7159 du RF de la commune de Fribourg, a une surface de 1795 m². Le volume construit est de 13 671 m³, selon le protocole de taxation de l'ECAB, contrôlé par la Commission d'acquisition d'immeubles du canton de Fribourg (CAI). La surface de plancher brut est de 3420 m²; elle a été vérifiée sur la base des plans des architectes Lateltin et Monnerat. Enfin, les aménagements extérieurs comprennent 16 places de parc.

5.2 Les évaluations de l'immeuble et de ses équipements

5.2.1 Les évaluations de l'immeuble

Plusieurs expertises du bâtiment «La Timbale» ont été effectuées. Elles se basent en particulier sur une appréciation de la situation du terrain, de la qualité de la construction et du degré de vétusté du bâtiment et des installations techniques. Il a notamment été tenu compte de la transformation et de la rénovation complète réalisées en 2003/04.

En février 2005, à la requête du propriétaire et de la BCF, une agence immobilière spécialisée de la place a procédé à l'estimation de la valeur vénale du bâtiment. Celle-ci a été arrêtée à 7,8 millions de francs, dont 2 millions de francs pour le terrain.

Sur mandat de la DEE, la CAI a, en date du 2 avril 2008, procédé à l'estimation de la valeur vénale théorique des terrains et du bâtiment de l'EMAF. Selon le rapport de cette instance, celle-ci se monte à 7,6 millions de francs. Le seul terrain est évalué à 1,4 millions de francs pour une surface de 1795 m².

En mai 2008, le Service des bâtiments de l'Etat de Fribourg a aussi effectué une évaluation de cette propriété. Le résultat de l'estimation s'élève à 7,5 millions de francs.

La moyenne de ces trois évaluations est de 7,6 millions de francs, soit le prix qui a été convenu entre les parties au terme des négociations.

A noter qu'au terme des travaux de rénovation et de transformation, le décompte final des architectes s'élevait, avec l'achat des terrains, à un total de 10,4 millions de francs. Par décision du 19 octobre 2005, l'EMAF, grâce à l'appui de l'Etat, a été mise au bénéfice d'une subvention fédérale de 2,8 millions de francs au titre de l'achat, de la rénovation et de la transformation du bâtiment.

5.2.2 L'évaluation des équipements

La valeur de l'ensemble des équipements de l'école (mobilier, machines, parc informatique, équipement multimédia, etc.) a été déterminée sur la base d'un inventaire exhaustif, effectué local par local. L'opération a été réalisée conjointement par une entreprise spécialisée dans les équipements informatiques et techniques, le Service informatique de l'Etat de Fribourg, le Service des bâtiments, l'Administration des finances et un représentant de l'école. Dans un premier temps, les équipements ont été valorisés au prix d'acquisition. Ils ont ensuite été amortis en fonction de la date d'acquisition, sur la base de taux d'amortissements constants appliqués aux principales catégories d'équipements. Les valeurs des logiciels n'ont pas été prises en considération, car une licence n'est pas transférable. Elle représente un droit d'utilisation. Des démarches seront entreprises auprès des fournisseurs afin d'obtenir, en principe sans redevance nouvelle, les droits d'utilisation des logiciels utiles à l'enseignement dispensé par l'école.

La valeur de l'ensemble des équipements a été fixée sur la base de l'inventaire à un montant de 1,4 million de francs. Ce document a été signé par les experts désignés par l'Etat et par le directeur de l'école. Il a été convenu qu'à la fin de l'année scolaire 2008/09, il ferait l'objet d'un contrôle d'exhaustivité par des représentants désignés par les parties.

5.2.3 Le prix d'achat

Compte tenu des évaluations de la valeur de l'immeuble (7,6 millions de francs) et des équipements (1,4 million de francs), le prix global de la transaction a été fixé à 9 millions de francs. On peut noter que la valeur d'assurance incendie (ECAB) du seul bâtiment s'élève actuellement à environ 8,2 millions de francs. Elle est donc un peu supérieure au prix d'achat.

A ce prix d'achat, il convient d'ajouter 50 000 francs pour les frais liés à la transaction et 100 000 francs pour les frais relatifs au réseau informatique du bâtiment. Au total, le montant du crédit d'engagement sollicité s'élève ainsi à 9 150 000 millions de francs.

5.2.4 Contrat de vente sous condition suspensive

Le 16 septembre 2008, le Conseil d'Etat a accepté le principe de la signature d'un contrat de vente passé sous forme authentique, mais soumis à une condition suspensive, à savoir l'accord du Grand Conseil et, le cas échéant, celui du corps électoral en cas de référendum

financier. Le protocole d'accord entre l'Etat de Fribourg et l'EMAF stipule aussi que si le crédit d'engagement destiné à cette acquisition était refusé, les deux parties ne seraient pas juridiquement engagées et qu'aucune dédite ne serait allouée.

Le contrat de vente sera signé prochainement par les parties, l'Etat de Fribourg étant représenté, comme c'est l'usage, par le conseiller d'Etat, Directeur de l'aménagement, de l'environnement et des constructions.

6. L'ORGANISATION FUTURE DE LA FORMATION

Actuellement, l'EMAF dispense deux formations à quelque cent cinquante élèves – principalement francophones – répartis dans huit classes. Ces formations comprennent deux filières de concepteur en multimédia – une de quatre ans (quatre classes) et une de trois ans (trois classes en formation accélérée) – ainsi qu'une classe préparatoire d'une année en communication visuelle préparant aux formations de ce champ professionnel. L'évolution de l'effectif est stable depuis quatre ans. Celui-ci correspond actuellement à la capacité d'accueil des infrastructures.

La formation de concepteur en multimédia est régie, comme mentionné précédemment, par un règlement d'apprentissage. Des discussions entre les partenaires nationaux sont en cours pour déterminer l'opportunité de transformer cet acte en une ordonnance sur la formation professionnelle.

S'agissant de la profession de graphiste, l'entrée en vigueur de la nouvelle ordonnance est planifiée au 1^{er} janvier 2010. Cette dernière a fait l'objet d'une analyse du champ professionnel avec pour conséquence un acte qui couvre les exigences des professions de graphiste et de designer. S'agissant de la profession de concepteur en multimédia, dont l'organisation du monde du travail est indépendante de celle de graphiste, il n'a malheureusement pas été possible de l'intégrer dans ce processus. Lorsque cette organisation soumettra le projet de réforme du règlement actuel, la Confédération proposera certainement l'élargissement du champ professionnel des professions de graphiste et de designer à celle de concepteur en multimédia.

Les formations dispensées actuellement à l'EMAF feront partie des structures de l'EMF, sous la forme d'une filière de type arts visuels. Elle complètera ainsi les quatre filières professionnelles de l'école, tout en gardant une identification claire. En termes d'effectifs et de nombre de classes, cette nouvelle filière serait en effet comparable à celle de l'informatique, la plus importante aujourd'hui à l'EMF. Il n'est pas question, au demeurant, d'étendre l'offre de formation au niveau du tertiaire universitaire.

Cela étant, les adaptations évoquées ci-dessus démontrent l'importante et la rapide évolution de ce domaine, ce qui lui confère un avenir prometteur. Son adéquation avec l'économie et, en fonction du besoin, favoriser un enseignement bilingue sont autant de défis qu'il faudra relever.

L'acquisition du bâtiment sera effective au 1^{er} septembre 2009. Dès l'adoption du décret toutefois, des collaborations anticipées seront mises en place avec l'EMAF pour régler les problèmes de la phase transitoire, notamment en ce qui concerne les admissions pour l'année scolaire 2009/10, mais aussi pour l'examen des dossiers du per-

sonnel en vue de son engagement par l'Etat de Fribourg. Des dispositions du protocole d'accord Etat-EMAF traitent d'ailleurs de cette question.

Au cours des premières années scolaires, l'école reprise de la société EMAF SA sera considérée comme une école affiliée à l'EMF, avec son propre centre de charges. Progressivement, les structures seront adaptées et développées pour exploiter toutes les synergies.

Si, actuellement, l'identité de l'EMAF est très forte, la responsabilité se concentre cependant principalement sur une seule personne. Cette situation n'est pas sans risques sur la pérennité de cette formation. Il s'agira certes de garder la spécificité de cette école – mais sous une autre appellation, puisque la société anonyme EMAF entend conserver ce nom – pour se positionner ces prochaines années dans le paysage d'un domaine en pleine mutation. L'école restera localisée dans le bâtiment de «La Timbale» et l'EMF, qui portait le nom «Ecole des Arts et Métiers de Fribourg» à sa création en 1896, veillera, au besoin, à adapter sa propre identité pour se mettre en harmonie avec cette nouvelle situation.

7. INCIDENCES FINANCIÈRES

7.1 Analyse de la situation

Les recettes de l'EMAF se composent principalement des subventions publiques (Confédération et canton) et de l'écologie payé par les personnes en formation.

Le tableau ci-dessous, pour lequel les montants des recettes proviennent des comptes révisés de l'EMAF, illustre la part importante que constituent les subventions publiques et l'écologie qui, pour 2007, représentent le 93% des recettes. Il faut souligner l'augmentation considérable des recettes, respectivement des subventions, de 2006 à 2007, soit de quelque 15%.

| | Total des recettes | Total subv. et écologies | Coût par élève | Parts publique et élèves |
|------|-----------------------|-----------------------------|-------------------|--------------------------------|
| 2005 | 3 063 302 | 2 765 545 | 20 286 | 90% |
| 2006 | 3 066 612 | 2 827 313 | 20 444 | 92% |
| 2007 | 3 536 654 | 3 274 163 | 23 735 | 93% |

Sur la base de la convention en vigueur entre l'Etat et l'EMAF, la contribution cantonale pour 2008 a été fixée à 18 750 francs. A cette subvention s'ajoute l'écologie de 4000 francs, soit un montant total de 22 750 francs par personne en formation. Pour cent cinquante élèves, les recettes, respectivement le coût des formations dispensées à l'EMAF, s'élèvent à 3 412 500 francs pour 2008. Ce calcul ne tient pas compte de l'augmentation de l'écologie – appliquée par l'école – de 2800 francs (soit de 4000 à 6800 francs) pour les nouveaux élèves qui débutent leur formation lors de la rentrée scolaire 2008/09, comme indiqué au chapitre 3 du présent message.

7.2 Eléments de comparaison

En comparant la situation actuelle de l'EMAF avec celle d'une école de métiers publique, les éléments significatifs suivants sont à prendre en compte:

- les coûts financiers liés à l'immeuble sont plus élevés en raison notamment de son important endettement;

- les charges liées au découvert considérable du compte courant en faveur de la banque ne grèveront pas les comptes de l'Etat;
- à l'avenir, la masse salariale pourrait évoluer eu égard à la classification des fonctions en vigueur à l'Etat, dans la mesure où les conditions d'engagement (diplômes exigés) sont remplies;
- les frais généraux, de représentation et les coûts administratifs, en particulier ceux de la direction, seront sensiblement réduits;
- la politique d'amortissement sera alignée sur la pratique de l'Etat;
- des synergies seront développées avec l'EMF et l'école bénéficiera de l'appui des services centraux de l'Etat;
- l'importante réduction de l'écologie, ramené à 260 francs, augmentera le découvert à charge de l'Etat, mais elle se fera au bénéfice des élèves, respectivement de leurs représentants légaux.

En tenant compte des éléments qui précèdent, on peut estimer que le coût des formations nouvellement à la charge de l'Etat sera comparable en définitive au coût des formations dispensées par l'EMF.

8. AUTRES INCIDENCES

Le projet de décret n'a pas d'effet sur la répartition des tâches Etat-communes. Il est par ailleurs compatible avec le droit de rang supérieur, soit le droit européen, le droit fédéral et la Constitution cantonale.

9. COMMENTAIRE DES ARTICLES DU DÉCRET

Les dispositions du décret ne nécessitent pas de longs commentaires. S'agissant du referendum financier, le crédit d'engagement considéré n'atteint évidemment pas la limite prévue par l'article 45 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004. Il ne doit par conséquent pas être soumis au referendum financier obligatoire. Comme il dépasse en revanche la limite prévue par l'article 46, il est soumis au référendum financier facultatif.

Enfin, compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil.

En conclusion, nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

BOTSCHAFT Nr. 104 28. Oktober 2008
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über die Gewährung eines
Verpflichtungskredits für den Erwerb
des Gebäudes «La Timbale» und seiner
Ausstattung, zurzeit Eigentum der Firma Schule
für Multimedia und Kunst Freiburg AG (EMAF)

Wir unterbreiten Ihnen den Bericht zum Dekretsentwurf über die Gewährung eines Verpflichtungskredits von 9 150 000 Franken für den Erwerb des Timbale-Gebäudes sowie seiner Ausstattung und des Materials, damit der Kanton die von der Firma Schule für Multimedia und Kunst Freiburg AG geführte Schule sowie deren Ausbildung übernehmen kann.

Diese Botschaft hat folgenden Aufbau:

1. Hergang
2. Das Verhältnis EMAF–Staat (Vereinbarungen, Subventionen)
3. Jüngste Entwicklung
4. Gründe für den Erwerb des Gebäudes und die Übernahme des Unterrichts durch den Staat
5. Das Gebäude und seine Ausstattung
6. Die künftige Organisation der Ausbildung
7. Finanzielle Auswirkungen
8. Weitere Auswirkungen
9. Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln des Dekrets

1. HERGANG

Im Jahre 1987 liess sich die Privatschule Ceruleum in Freiburg nieder, um unter anderem ein Ausbildungsprogramm anzubieten, das auf die Schulen für Gestaltung oder auf Lehren in künstlerischen Berufen (Grafiker, Dekorateur, Bijoutier usw.) vorbereitet.

Nach einem Erweiterungsvorschlag wurde Ceruleum 1998 umgetauft in Schule für Multimedia und Kunst Freiburg (EMAF). Die damals als Gesellschaft mit beschränkter Haftung geführte Schule legte das Fundament für eine Pilotausbildung in Multimediagestaltung in der Schweiz.

2002 beschloss die EMAF, sich in eine Aktiengesellschaft umzuwandeln. Angesichts der ständig zunehmenden Zulassungsgesuche beabsichtigte die im ehemaligen Swisscom-Gebäude an der Route des Arsenaux in Freiburg untergebrachte Schule bald darauf umzuziehen, um ihre Kapazität zu vergrössern.

Die EMAF erwarb deshalb das Timbale-Gebäude an der Rue Wilhelm-Kaiser 13 in Freiburg, liess es renovieren und umbauen.

2. DAS VERHÄLTNIS EMAF–STAAT (VEREINBARUNGEN, SUBVENTIONEN)

Die Schule Ceruleum hat als Bildungseinrichtung, die auf den Eintritt in eine Schule für Gestaltung vorbereitet, 1988 eine erste Vereinbarung mit der für Erziehung zuständigen Direktion (damals Direktion für Erziehung und kulturelle Angelegenheiten) abgeschlossen. Diese Vereinbarung wurde periodisch erneuert, zuletzt am 2. Juli

2002, als die Schule bereits den heutigen Namen trug. Der Kanton gewährte während dieser Anfangsperiode Subventionen in der Höhe von 152 000 Franken (manchmal aufgrund von Sparmassnahmen linear gekürzt).

Ab 1998 wurde die finanzielle Unterstützung des Staats im Rahmen der Einführung der Ausbildung zur Multimediagestalterin oder zum Multimediagestalter als Pilotprojekt für das Schuljahr 1998/99 auf 107 000 Franken festgelegt, für das Schuljahr 1999/2000 auf 152 000 Franken, für das Schuljahr 2000/01 auf 314 000 Franken und für das Schuljahr 2001/02 auf 443 000 Franken.

Im Rahmen der Erneuerung der Vereinbarungen von 2002 wurde eine Neueinschätzung vorgenommen, so dass die gesamten Subventionen für das zuletzt erwähnte Schuljahr letztlich auf 646 000 Franken angehoben wurden. Für die Schuljahre 2002/03 und 2003/04 belief sich die Finanzhilfe des Staats auf 798 000 bzw. 899 000 Franken.

Mit Entscheid des Staatsrats vom 17. April 2003 wurde die Zuständigkeit für die EMAF auf den 1. Januar 2004 von der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) an die Volkswirtschaftsdirektion (VWD) übertragen. Die Schule hatte sich nämlich zu einer Berufsschule mit Vollzeitpensum ähnlich einer Lehrwerkstätte entwickelt. Am 5. Oktober 2005 schloss die VWD mit der EMAF eine Vereinbarung ab, in der namentlich die Gewährung einer Subvention von insgesamt 1 217 640 Franken zugunsten der Schule vorgesehen wurde.

Aufgrund der stetig steigenden Bedürfnisse der Schule beliefen sich die vom Kanton ausgezahlten Subventionen für 2005 schliesslich auf 1 560 160 Franken, für 2006 auf 1 660 662 Franken und für 2007 auf 1 998 342 Franken.

Zusammen mit den Subventionen des Bundes wurden damit die Beiträge der öffentlichen Hand zwischen 2005 und 2007 um über 23% erhöht:

| | <u>Subv. FR</u> | <u>Subv. CH</u> | <u>Total</u> | <u>Kosten/ Schüler/in</u> |
|------|-----------------|-----------------|--------------|-------------------------------|
| 2005 | 1 560 160 | 685 549 | 2 245 709 | 14 872 |
| 2006 | 1 660 662 | 775 164 | 2 435 826 | 16 239 |
| 2007 | 1 998 342* | 731 000 | 2 729 342 | 18 318 |

* 250 000 davon im 2008 verrechnet

3. JÜNGSTE ENTWICKLUNG

Aufgrund der massiven finanziellen Schwierigkeiten der EMAF und dem Übergang der Bundessubventionen in ein Pauschalssystem ab dem 1. Januar 2008 haben die VWD und die EMAF im Frühjahr 2007 Gespräche aufgenommen, um eine Lösung zu finden, die für alle Beteiligten und insbesondere für die in Ausbildung stehenden Jugendlichen annehmbar ist.

Der Staatsrat wurde regelmässig über den Stand der Verhandlungen informiert. Er hat in der Folge den Rahmen der Verhandlungen vorgegeben, indem er allgemeine und finanzielle Grundsätze aufstellte, die der Direktion der EMAF vorgelegt wurden. Diese hat ihrerseits mehrere Lösungen vorgeschlagen: Der erste Vorschlag bestand in der Übernahme der EMAF AG durch den Staat, der zweite in der kompletten Privatisierung der Schule, das heisst im Verzicht des Staats, die Ausbildungen finanziell zu unterstützen, und der dritte und letzte Vorschlag be-

stand in der Fortsetzung des Verhältnisses Staat–EMAF gestützt auf einen Leistungsauftrag.

Angesichts der Umstände wurde schliesslich die zweite Lösung gewählt, das heisst die vollständige Privatisierung der Schule, denn so hatte sie die Freiheit, das bisherige Ausbildungsangebot fortzusetzen oder eine höhere Bildung über der EFZ-Stufe anzubieten.

Um jedoch eine Lösung für die rund hundertfünfzig Jugendlichen zu finden, die im Schuljahr 2007/08 in Ausbildung waren, haben sich der Staat und die Schuldirektion mit Vereinbarung vom 30. November 2007 verpflichtet, eine Übergangsphase sicherzustellen, die sich über die Kalenderjahre 2008 bis 2011 erstreckt, damit die Auszubildenden (einschliesslich derer, die allenfalls ein Jahr wiederholen müssen) ihre Ausbildung an der Schule beenden können.

Im Artikel 1 der Vereinbarung hat sich der Staat verpflichtet, der EMAF für die Schuljahre 2007/08 bis 2010/11 einen Betrag von 18 750 Franken pro auszubildende Person zu bezahlen, wobei dieser Betrag nur für die Personen ausgezahlt wird, die bei Abschluss der Vereinbarung bei der EMAF eingeschrieben waren und eine Ausbildung in den beiden Studiengängen in Multimediagestaltung absolvierten. Der zweite Absatz dieses Artikels schreibt vor, dass der oben genannte Betrag auf 3% pro Jahr ab dem Schuljahr 2008/09 indexiert ist.

Im Übrigen beabsichtigte die EMAF, künftig berufliche Grundbildungen und höhere berufliche Bildungen anzubieten und sich an eine «Kundschaft» von Auszubildenden zu wenden, die in der Lage sind, die gesamten – künftig höheren – Ausbildungskosten selber zu tragen.

Das Amt für Berufsbildung suchte seinerseits (namentlich mit den Behörden eines Nachbarkantons) bereits nach Lösungen für die jungen Freiburgerinnen und Freiburger, die eine Lehre in Multimediagestaltung antreten möchten, für die höheren Kosten jedoch nicht aufkommen können.

Die Unterzeichnung der Vereinbarung vom 30. November 2007 gab Anlass zu diversen Reaktionen und Interventionen. Daraus entstand vereinzelt auch eine falsche Einschätzung des Sachverhalts. So ging die Resolution des Grossen Rats, die am 14. Dezember 2007 an den Staatsrat übermittelt wurde, irrtümlich von der Annahme aus, dass die neue Vereinbarung über das Verhältnis und die Finanzierungsregeln zwischen dem Staat und der EMAF nicht unterzeichnet werden konnte und dass die Regierung deshalb den Dialog mit der Direktion der EMAF neu anknüpfen musste.

Im Gegenteil war die fragliche Vereinbarung nicht nur wie bereits erwähnt unterzeichnet, sondern auch die Kontakte zwischen dem Staat und der EMAF waren nie unterbrochen. Zum Beweis hat der Staatsrat vor der Verabschiedung der parlamentarischen Resolution der EMAF vorgeschlagen, die Vereinbarung vom 30. November 2007 zu ergänzen, um den Schülerinnen und Schülern, die zu jenem Zeitpunkt die Vorbereitungskurse auf die Ausbildung in Multimediagestaltung besuchten, die gleichen Bedingungen zu bieten wie die, die in der Vereinbarung vorgesehen sind.

In einer Medienmitteilung vom 10. Dezember 2007 wies der Staatsrat namentlich auf Folgendes hin:

«Der Staatsrat ist bereit, für die Schülerinnen und Schüler, die zurzeit im Vorbereitungskurs sind, denselben Betrag zu zahlen wie für die Schülerinnen und Schüler,

die ihre Ausbildung bereits aufgenommen haben; dieser Betrag beläuft sich ab 2008 auf 18 750 Franken pro Schülerin oder Schüler und Jahr; er wird bis 2012 im Jahr um 3% angepasst. Als Gegenleistung sollte sich die EMAF verpflichten, dass das Schulgeld und die übrigen Kosten, die sie den Schülerinnen und Schülern verrechnet, den Höchstbetrag von 4000 Franken im Jahr nicht übersteigt.

Der Staatsrat wollte stets eine Lösung finden, die es den Freiburger Jugendlichen gestattete, eine Ausbildung an der EMAF zu machen. Die Beiträge des Kantons Freiburg und des Bundes wurden übrigens in den letzten Jahren regelmässig erhöht, sie nahmen zwischen 2005 und 2007 von 14 872 Franken auf 18 196 Franken pro Jahr und Schülerin oder Schüler zu. Da sich der Staatsrat der finanziellen Schwierigkeiten der EMAF bewusst war, erklärte er sich bereit, 2007 für ausserordentliche Investitionen neben der Erhöhung des Beitrags pro Schülerin und Schüler einen Beitrag in der Höhe von 250 000 Franken zu leisten. Er war auch bereit, das Gebäude der EMAF zu einem vernünftigen Preis zu erwerben, weigerte sich aber als «Goodwill» den Betrag von 1 Million Franken zu bezahlen, der vom Besitzer der EMAF für den «Marktwert» seines Unternehmens gefordert wurde.

Bei all seinen Schritten gegenüber der EMAF legte der Staatsrat immer Wert darauf, dass der allgemeine Rahmen des Betriebs der Freiburger Berufsschulen beachtet wird. Deshalb hat er gefordert, dass die Transparenz bei der Rechnung und bei der Verwaltung der EMAF gewährleistet sei. Schliesslich hat die Direktion der EMAF auf die Beiträge des Staates verzichtet, weil sie der Meinung war, dass die Angebote des Staatsrates ungenügend seien oder die Freiheit beim Management zu sehr einschränkten».

Die Resolution des Grossen Rats gab in erster Linie die Besorgnis der Grossrätinnen und Grossräte zu erkennen, die befürchteten, eine Schule zu verlieren, die es zahlreichen Schülerinnen und Schülern erlaubt, sich zu annehmbaren Kosten in diesem speziellen Bereich auszubilden.

Der Grosse Rat verlangte deshalb vom Staatsrat, dass er, insofern die Direktion der EMAF die offiziellen Regeln, die für alle subventionierten Ausbildungsstätten gelten, nicht akzeptieren will, alles unternimmt, um den Fortbestand des Ausbildungsangebots sicherzustellen.

Deshalb sollte die Möglichkeit eines Kaufs des im Besitz der EMAF befindlichen Gebäudes geprüft werden und eine Integration der Ausbildung zur Multimediagestalterin oder zum Multimediagestalter in die Berufsfachschule oder die Lehrwerkstätten ins Auge gefasst werden (ab Schulbeginn 2009).

Genau diese Lösung hat der Staatsrat schon seit Frühjahr 2007 stets in Betracht gezogen, auch wenn sie aufgrund der Umstände wie oben erwähnt zuerst verworfen wurde. Deshalb wurden ab Februar–März 2008 die Verhandlungen mit der EMAF wieder aufgenommen. Die Freiburger Kantonalbank (FKB), die Hauptgläubigerin der EMAF, wurde in die Verhandlungen einbezogen, denn es ging dem Staatsrat darum, wenn möglich den Fortbestand der Ausbildung in Freiburg zu garantieren, den jungen Freiburgerinnen und Freiburgern eine Ausbildung zu vernünftigen Kosten zu ermöglichen und gegebenenfalls das Timbale-Gebäude zu einem annehmbaren Preis zu erwerben.

Am 31. März 2008 nahm der Staatsrat den zwischen den Verhandlungsparteien besprochenen Aktionsplan sowie

die Aufträge zur Einschätzung des Gebäudes und seiner Ausstattung zur Kenntnis. Er beschloss ausserdem, dass die EMAF die Freiburger Schülerinnen und Schüler, die das Schuljahr 2008/09 antreten werden, zu den gleichen Bedingungen wie die Schülerinnen und Schüler aus anderen Kantonen aufnehmen kann (d.h. 12 000 Franken zu Lasten des Kantons Freiburg, 4200 Franken zu Lasten des Bundes und 6800 Franken zu Lasten der auszubildenden Person). Eine direktionsübergreifende Arbeitsgruppe wurde aufgestellt und damit beauftragt, die Verhandlungen für den Kauf des Timbale-Gebäudes vorzubereiten und Vorschläge zur Regelung der Übergangsfrist zu machen.

Inzwischen wurden alle Einschätzungen abgeschlossen und analysiert und ein Vereinbarungsprotokoll wurde am 22. Oktober 2008 zwischen der EMAF und dem Kanton Freiburg aufgestellt. Folglich wird Ihnen nun der Erwerb des Timbale-Gebäudes durch den Kanton Freiburg sowie die implizite Verstaatlichung der Ausbildung zur Multimediagestalterin oder zum Multimediagestalter mit der vorliegenden Botschaft und dem dazugehörigen Dekrets-entwurf zur Genehmigung unterbreitet.

4. GRÜNDE FÜR DEN ERWERB DES GEBÄUDES UND DIE ÜBERNAHME DES UNTERRICHTS DURCH DEN STAAT

Die Gründe für die in dieser Botschaft vorgeschlagene Lösung ergeben sich implizit aus den oben aufgeführten Darlegungen. In Wirklichkeit handelt es sich praktisch um eine «Rettungsaktion», um den Fortbestand der Ausbildung in Multimediagestaltung im Kanton Freiburg sicherzustellen. Soll dieser Fortbestand effektiv gesichert werden, was offenbar von breiten Kreisen – einschliesslich des Grossen Rats angesichts seiner Resolution vom 12. Dezember 2007 – gewünscht wird, so muss der Kanton Freiburg in Anbetracht der unsicheren Zukunft der EMAF aufgrund ihrer sehr hohen Verschuldung als Aktiengesellschaft das Gebäude erwerben, das zurzeit Eigentum der Schule ist, und die dort erteilte Ausbildung der Verantwortung des Amts für Berufsbildung (BBA) übertragen.

Gemäss Ausbildungsreglement vom 20. November 2002 befassen sich Multimediagestalterinnen und Multimediagestalter mit der visuellen Gestaltung und Erstellung von multimedialen Produktionen. In Zusammenarbeit mit anderen Fachleuten bearbeiten sie nach Pflichtenheft Aufträge und Projekte und sorgen für die technische Realisierung. Diese Ausbildung entspricht den aktuellen Bedürfnissen der Wirtschaft.

Die vorgeschlagene Lösung steht ausserdem im Einklang mit der übergeordneten Strategie: Das Timbale-Gebäude befindet sich auf der Pérolles-Ebene, so dass der Kanton dort über ein komplettes und sich gegenseitig ergänzendes Ausbildungsangebot in technischen Bereichen verfügt, nämlich die hier erwähnte Ausbildung sowie das bestehende Bildungsangebot der Lehrwerkstätten Freiburg (LWF). Das Gebäude stellt folglich ein offensichtlich strategisches Interesse für den Kanton Freiburg dar.

Die Ähnlichkeiten zwischen den LWF und der EMAF (von der Art einer «Lehrwerkstätte»), die eine industrielle Phase und Praktika in Unternehmen beinhaltet, sowie die geografische Nähe, all dies erlaubt es, dank einer leichteren Verwaltungsstruktur die Nutzung von Synergien ins Auge zu fassen. Ein Anschluss dieses Ausbildungsgangs

an die LWF scheint sich daher als ein logischer Schritt anzubieten. Die LWF stehen übrigens bereits in engem Kontakt mit den vor Ort angesiedelten Hochschulen. Diese Kontakte werden sich künftig noch verstärken, namentlich im Rahmen des Wissenschafts- und Technologiepols, der zurzeit im Aufbau ist.

Schliesslich ist noch darauf hinzuweisen, dass eine Umnutzung des Timbale-Gebäudes durch den aktuellen Eigentümer zu einem anderen Zweck als der Berufsbildung zur Folge hätte, dass die vom Bund für die Renovations- und Umbauarbeiten gewährten Subventionen zurück-erstattet werden müssten. Angesichts des Umfangs der zurückzuerstattenden Beträge und der finanziellen Lage der EMAF wäre es kaum möglich, dieser Pflicht nachzukommen.

5. DAS GEBÄUDE UND SEINE AUSSTATTUNG

5.1 Beschreibung des Gebäudes

Das im Besitz der EMAF befindliche Gebäude wurde 1904 durch den Architekten Frédéric Broillet erbaut. Es handelte sich damals um eine Mehlfabrik der Firma Grand & Cie.

Das Gebäude ist von einfacher Bauweise mit Backsteinmauern, durch Eisensäulen gestützte Armierbetonträgern, einem hölzernen Dachstuhl und Ziegeln sowie einem Vordach über dem Perron des Industriegleises. In der Folge beherbergte es die Teigwarenfabrik «La Timbale».

1989 zerstörte ein Feuer das Dachgeschoss des Gebäudes, das zu jener Zeit nur noch als Lagerhaus diente und danach über Jahre ungenutzt blieb, bis die Rehabilitationsideen, die in den Köpfen der Architekten Lateltin und Monnerat sprossen, auf die Projekte des Direktors der EMAF trafen. Das Umbauprojekt wurde im November 2001 öffentlich aufgelegt und im August 2004 abgeschlossen.

Im Artikel zur EMAF, der in der Ausgabe 4/2005 von IDEA (einem europäischen Universitätsnetzwerk, das auf Wissenschaft und Technologie ausgerichtet ist) erschien, schreibt der Autor Patrick Cléménçon Folgendes: Um den spezifischen Bedürfnissen des erteilten Unterrichts zu genügen, wurden die Räume auf unkonventionelle Art eingerichtet, damit sie sich für die Nutzung des modernsten didaktischen Materials eignen. Das Gebäude umfasst geräumige Klassenzimmer/Ateliers, ein Videoaufnahme-Studio, Büros, technische Räume sowie Studios zum Empfang von Gastprofessoren.

Um die Bedürfnisse an Räumlichkeiten zu stillen, wurde das Gebäude um ein Attikageschoss erhöht, das sich als einheitliche und vom bestehenden Gebäude unabhängige Superstruktur abhebt.

Die Liegenschaft Nr. 7159 im Grundbuch der Gemeinde Freiburg verfügt über eine Fläche von 1795 m². Gemäss dem Schätzungsprotokoll der KGV, das von der Kommission für Grundstückerwerb des Kantons Freiburg (KGE) überprüft wurde, beträgt die Baumasse 13 671 m³. Die Geschossfläche beträgt brutto 3420 m²; sie wurde gestützt auf die Pläne der Architekten Lateltin und Monnerat geprüft. Die Aussenanlagen umfassen 16 Parkplätze.

5.2 Schätzung des Gebäudes und seiner Ausstattung

5.2.1 Gebäudeschätzung

Mehrere Expertisen des Timbale-Gebäudes wurden durchgeführt. Sie stützten sich insbesondere auf eine Einschätzung der Lage der Liegenschaft, der Bauqualität und des Zustands des Gebäudes sowie der technischen Einrichtungen. Der Umbau und die komplette, 2003/04 durchgeführte Renovation wurden ebenfalls berücksichtigt.

Im Februar 2005 hat eine spezialisierte Immobiliengesellschaft aus der Region im Auftrag des Eigentümers und der FKB eine Schätzung des Marktwerts des Gebäudes vorgenommen. Dieser wurde auf 7,8 Millionen Franken geschätzt, 2 Millionen davon für das Grundstück.

Im Auftrag der VWD hat die KGE am 2. April 2008 eine Schätzung des theoretischen Marktwerts des Grundstücks und des Gebäudes der EMAF vorgenommen. Gemäss ihrem Bericht beläuft sich dieser auf 7,6 Millionen Franken. Das Grundstück allein wird auf 1,4 Millionen Franken für eine Fläche von 1795 m² geschätzt.

Im Mai 2008 hat schliesslich auch das Hochbauamt des Kantons Freiburg eine Schätzung der Liegenschaft vorgenommen. Seine Schätzung beläuft sich auf 7,5 Millionen Franken.

Der Durchschnitt dieser drei Schätzungen liegt bei 7,6 Millionen Franken. Dies ist auch der Preis, auf den sich die Parteien am Ende der Verhandlungen geeinigt haben.

Erwähnenswert ist ferner, dass nach Abschluss der Renovations- und Umbauarbeiten die Schlussabrechnung der Architekten zusammen mit dem Liegenschafts Kauf auf eine Summe von 10,4 Millionen Franken zu stehen kam. Mit Entscheid vom 19. Oktober 2005 erhielt die EMAF dank der Unterstützung des Kantons Bundessubventionen von 2,8 Millionen Franken für den Kauf, die Renovation und den Umbau des Gebäudes.

5.2.2 Schätzung der Ausstattung

Der Wert der gesamten Ausstattung der Schule (Möbiliar, Maschinen, Informatik- und Multimedia-Ausstattung usw.) wurde anhand eines kompletten Inventars der einzelnen Räume festgelegt. Das Inventar wurde von einem auf Informatikausrüstungen und technische Einrichtungen spezialisierten Unternehmen zusammen mit dem Amt für Informatik des Kantons Freiburg, dem Hochbauamt, der Finanzverwaltung und einem Vertreter der Schule aufgestellt. In einem ersten Schritt wurde die Ausstattung zum Kaufwert aufgenommen. Danach wurde sie anhand des Kaufdatums abgeschrieben, wobei die für die wichtigsten Ausstattungskategorien geltenden linearen Abschreibungssätze angewendet wurden. Der Wert der Software wurde nicht berücksichtigt, da die Lizenzen nicht übertragen werden können. Sie stellen ein Nutzungsrecht dar. Bei den Lieferanten werden Schritte unternommen werden, um möglichst ohne neue Abgaben die Nutzungsrechte für die Software zu erhalten, die von der Schule zu Unterrichtszwecken genutzt werden.

Der Wert der gesamten Ausstattung wurde gestützt auf das Inventar auf einen Betrag von 1,4 Millionen Franken festgelegt. Die entsprechende Unterlage wurde von den vom Staat bezeichneten Experten und vom Direktor der Schule unterzeichnet. Es wurde vereinbart, dass am Ende

des Schuljahres 2008/09 durch die Vertreter, die von den Parteien bezeichnet werden, das Inventar auf seine Vollständigkeit geprüft wird.

5.2.3 Der Kaufpreis

Gestützt auf die Schätzung des Werts der Liegenschaft (7,6 Millionen Franken) und der Ausstattung (1,4 Millionen Franken) wurde der gesamte Transaktionspreis auf 9 Millionen Franken festgelegt. Erwähnenswert ist an dieser Stelle, dass der Gebäudeversicherungswert (KGV) zurzeit etwa 8,2 Millionen Franken beträgt. Dieser Wert liegt folglich etwas über dem Kaufpreis.

Zu diesem Kaufpreis sind noch 50 000 Franken für die Transaktionskosten und 100 000 Franken für die Kosten des Computernetzwerks des Gebäudes hinzuzurechnen. Somit beläuft sich der beantragte Verpflichtungskredit auf 9 150 000 Millionen Franken.

5.2.4 Verkaufsvertrag mit aufschiebender Bedingung

Am 16. September 2008 hat der Staatsrat grundsätzlich der Unterzeichnung eines öffentlich beurkundeten Verkaufsvertrags zugestimmt, der jedoch einer aufschiebenden Bedingung unterstellt ist, nämlich der Genehmigung des Grossen Rats und, im Falle eines Finanzreferendums, der Stimmbürger. Das Vereinbarungsprotokoll zwischen dem Kanton Freiburg und der EMAF hält ferner fest, dass die beiden Parteien rechtlich nicht gebunden sind und kein Reugeld fällig wird, wenn der für diesen Kauf beantragte Verpflichtungskredit abgelehnt wird.

Der Verkaufsvertrag wird demnächst von den Parteien unterzeichnet werden, wobei für den Kanton Freiburg wie üblich der Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektor zeichnen wird.

6. DIE KÜNFTIGE ORGANISATION DER AUSBILDUNG

Zurzeit erteilt die EMAF zwei Ausbildungen und hat einen Schülerbestand von rund hundertfünfzig – hauptsächlich französischsprachigen – Schülerinnen und Schülern, die auf acht Klassen verteilt sind. Die Ausbildungen umfassen zwei Ausbildungsgänge für Multimediagestalterinnen und Multimediagestalter, nämlich einen vierjährigen Ausbildungsgang (vier Klassen) und einen dreijährigen (drei Klassen in verkürzter Ausbildung), sowie eine Vorbereitungsklasse von einem Jahr in visueller Kommunikation, die auf eine Ausbildung in diesem Berufsfeld vorbereitet. Der Schülerbestand ist seit vier Jahren unverändert und entspricht der aktuellen Aufnahmekapazität der Infrastrukturen.

Die Ausbildung zur Multimediagestalterin oder zum Multimediagestalter wird wie weiter oben erwähnt, durch ein Ausbildungsreglement geregelt. Zurzeit sind Gespräche zwischen den Partnern auf Landesebene im Gange, um zu entscheiden, ob das Reglement in eine Verordnung über die berufliche Grundbildung umgewandelt werden soll.

Bezüglich des Grafikerberufs ist vorgesehen, dass die neue Verordnung am 1. Januar 2010 in Kraft treten wird. Diese wurde einer Analyse des Berufsfelds unterzogen, was zu einem Erlass führte, der die Anforderungen an die Grafiker- und Designerberufe abdeckt. Da jedoch die Organisation der Arbeitswelt für den Beruf der Multime-

diagestalterin oder des Multimediagestalters unabhängig von jener für den Grafikerberuf ist, war es leider nicht möglich, diesen Beruf in den Prozess einzubeziehen. Sobald diese Organisation ihren Revisionsentwurf zum aktuellen Reglement vorlegen wird, ist es sehr wahrscheinlich, dass der Bund die Erweiterung des Berufsfelds der Grafikerinnen und Grafiker sowie der Designerinnen und Designer um den Beruf der Multimediagestalterin oder des Multimediagestalters vorschlagen wird.

Die zurzeit von der EMAF erteilten Ausbildungen werden in die Strukturen der Lehrwerkstätten integriert werden und zwar in Form eines gestalterischen Ausbildungsgangs. Dieser ergänzt die vier Berufsbildungsgänge der LWF, behält aber eine eigene Identität. Was den Schülerbestand und die Anzahl Klassen betrifft, wird dieser neue Ausbildungsgang voraussichtlich mit dem der Informatik vergleichbar sein, dem heute umfangreichsten Ausbildungsgang der LWF. Andererseits ist es jedoch völlig ausgeschlossen, das Bildungsangebot auf die universitäre Tertiärstufe auszudehnen.

Die oben erwähnten Anpassungen zeigen, wie stark und schnell sich dieser Bereich entwickelt, was auf eine viel versprechende Zukunft hinweist. Die Abstimmung der Ausbildung auf die Bedürfnisse der Wirtschaft und bei Bedarf die Entwicklung eines zweisprachigen Ausbildungsangebots sind zwei Herausforderungen, die auf die Schule zukommen werden.

Der Erwerb des Gebäudes wird auf den 1. September 2009 festgelegt. Doch bereits mit Verabschiedung des Dekrets wird eine frühzeitige Zusammenarbeit mit der EMAF aufgenommen werden, um die Probleme der Übergangsphase zu regeln, namentlich was die Zulassung zum Schuljahr 2009/10 und die Prüfung der Personaldossiers im Hinblick auf die Anstellung durch den Kanton Freiburg betrifft. Das Vereinbarungsprotokoll zwischen dem Kanton und der EMAF enthält im Übrigen Bestimmungen zu dieser Frage.

In den ersten Jahren nach der Übernahme von der EMAF AG, wird die Schule als eine den LWF angeschlossene Schule mit einer eigenen Kostenstelle auftreten. Die Strukturen werden schrittweise angepasst und umgeformt werden, um eine optimale Nutzung aller Synergien zu ermöglichen.

Auch wenn zurzeit die EMAF über eine starke Identität verfügt, so konzentriert sich die Verantwortung heute hauptsächlich auf eine einzige Person. Diese Situation ist nicht ohne Risiko für den Fortbestand der Ausbildung. Die Eigenheiten dieser Schule sollten gewahrt werden – ein neuer Name muss jedoch benutzt werden, da die Aktiengesellschaft EMAF diesen Namen behalten möchte, um sich in den kommenden Jahren in einem im Wandel begriffenen Bereich zu positionieren. Die Schule bleibt also im Timbale-Gebäude und die LWF, die zum Zeitpunkt ihrer Gründung 1896 den Namen «Ecole des Arts et Métiers de Fribourg» trug, wird gegebenenfalls ihre eigene Identität anpassen, um der neuen Situation Rechnung zu tragen.

7. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

7.1 Situationsanalyse

Die Einnahmen der EMAF setzen sich hauptsächlich aus den Subventionen der öffentlichen Hand (Bund und

Kanton) und den Schulgebühren zusammen, die von den Auszubildenden bezahlt werden.

Die unten stehende Tabelle führt die Einnahmen der EMAF gemäss ihren revidierten Jahresrechnungen auf und illustriert die Bedeutung der öffentlichen Subventionen und der Schulgebühren, die 2007 insgesamt 93% der Einnahmen ausmachten. Weiter ist auf den starken Anstieg der Einnahmen, respektive der Subventionen, zwischen 2006 und 2007 hinzuweisen, der rund 15% beträgt.

| | Total Einnahmen | Total Subv. & Schulgeb. | Kosten/ Schüler | Anteil öff. Hand/ Schüler |
|------|--------------------|----------------------------|--------------------|---------------------------------|
| 2005 | 3 063 302 | 2 765 545 | 20 286 | 90% |
| 2006 | 3 066 612 | 2 827 313 | 20 444 | 92% |
| 2007 | 3 536 654 | 3 274 163 | 23 735 | 93% |

Gestützt auf die geltende Vereinbarung zwischen dem Kanton und der EMAF wurde der Kantonsbeitrag für 2008 auf 18 750 Franken festgelegt. Diese Subvention wird durch die Schulgebühr von 4000 Franken ergänzt, so dass sich der Gesamtbetrag auf 22 750 Franken pro lernende Person beläuft. Die gesamten Einnahmen, resp. die Kosten der an der EMAF erteilten Ausbildungen für die hundertfünfzig Auszubildenden betragen 3 412 500 Franken für 2008. Diese Berechnung wurde ungeachtet der Erhöhung der Schulgebühr aufgestellt, die von der Schule für die im Schuljahr 2008/09 neu eingetretenen Studierenden um 2800 Franken angehoben wurde (nämlich von 4000 auf 6800 Franken), wie im Kapitel 3 dieser Botschaft erwähnt.

7.2 Vergleichspunkte

Wird die heutige Situation der EMAF mit der einer öffentlichen Lehrwerkstätte verglichen, so sind folgende Punkte zu beachten:

- Die Kosten im Zusammenhang mit dem Gebäude sind höher, namentlich aufgrund der hohen Verschuldung;
- Die Kosten im Zusammenhang mit dem hohen Fehlbetrag des Kontokorrents zugunsten der Bank werden die Staatsrechnung nicht belasten;
- Künftig sollte sich die Lohnmasse im Rahmen der beim Staat geltenden Einteilung der Funktionen bewegen, vorausgesetzt dass die Anstellungsbedingungen (erforderliche Diplome) erfüllt sind;
- Die allgemeinen Kosten, die Vertretungskosten sowie die Verwaltungskosten, insbesondere die der Direktion, werden deutlich tiefer ausfallen;
- Die Abschreibungen werden an die beim Staat übliche Praxis angepasst;
- Mit den Lehrwerkstätten werden Synergien aufgebaut werden und die Schule wird in den Genuss der Unterstützung durch die zentralen Dienste des Staats kommen;
- Die starke Reduktion der Schulgebühren auf 260 Franken wird den Fehlbetrag zulasten des Staats vergrössern, sie erfolgt jedoch zugunsten der Auszubildenden beziehungsweise ihrer gesetzlichen Vertreterinnen und Vertreter.

Unter Berücksichtigung dieser Punkte kann davon ausgegangen werden, dass die Ausbildungskosten, die neu zu Lasten des Staats gehen werden, am Ende mit den Kosten

der an den Lehrwerkstätten erteilten Ausbildungen vergleichbar sein werden.

8. WEITERE AUSWIRKUNGEN

Der Dekretsentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Er ist ausserdem mit dem übergeordneten Recht, das heisst dem Europarecht, dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung, vereinbar.

9. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN DES DEKRETS

Die Bestimmungen des Dekrets bedürfen keiner langen Kommentare. Bezüglich des Finanzreferendums erreicht

der beantragte Verpflichtungskredit nicht die im Artikel 45 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 vorgesehene Grenze. Folglich ist er nicht dem obligatorischen Finanzreferendum unterstellt. Da er jedoch die im Artikel 46 vorgesehene Grenze überschreitet, ist er dem fakultativen Finanzreferendum unterstellt.

Angesichts der Höhe des Betrags muss das Dekret aufgrund von Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 durch ein qualifiziertes Mehr (Mehrheit der Grossratsmitglieder) verabschiedet werden.

Der Staatsrat lädt Sie ein, den vorliegenden Dekretsentwurf anzunehmen.

Décret

du

**relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement
pour l'acquisition du bâtiment La Timbale
et de ses équipements, actuellement propriété de la société
Ecole de multimédia et d'art de Fribourg SA (EMAF)**

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 13 décembre 2007 sur la formation professionnelle;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message du Conseil d'Etat du 28 octobre 2008;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

L'acquisition par l'Etat de Fribourg du bâtiment La Timbale et de ses équipements (art. 7159 du registre foncier de la commune de Fribourg, d'une surface de 1795 m²), sis à la route Wilhelm-Kaiser 13, propriété de la société Ecole de multimédia et d'art de Fribourg SA (EMAF), est approuvée.

Art. 2

Le coût total s'élève à 9 150 000 francs, soit 7 600 000 francs pour l'acquisition de l'immeuble, 1 400 000 francs pour l'acquisition des équipements et du matériel et 150 000 francs pour les frais d'acquisition et les frais relatifs au réseau informatique.

Dekret

vom

**über die Gewährung eines Verpflichtungskredits
für den Erwerb des Gebäudes «La Timbale»
und seiner Ausstattung, zurzeit Eigentum der Firma
Schule für Multimedia und Kunst Freiburg AG (EMAF)**

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 13. Dezember 2007 über die Berufsbildung;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 28. Oktober 2008;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Der Erwerb des Gebäudes «La Timbale» und seiner Ausstattung (Art. Nr. 7159 des Grundbuchs der Gemeinde Freiburg mit einer Fläche von 1795 m²) an der Route Wilhelm-Kaiser 13, Eigentum der Firma Schule für Multimedia und Kunst Freiburg AG (EMAF), durch den Kanton Freiburg wird genehmigt.

Art. 2

Die Gesamtkosten belaufen sich auf 9 150 000 Franken und setzen sich wie folgt zusammen: 7 600 000 Franken für den Erwerb der Liegenschaft, 1 400 000 Franken für den Erwerb der Ausstattung und des Materials sowie 150 000 Franken für die Erwerbskosten und die Kosten des Computernetzwerks.

Art. 3

¹ Un crédit d'engagement de 9 150 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de cet achat.

² Le crédit de paiement nécessaire à cette acquisition est prévu au budget 2009, sous le centre de charges 3500/503.001 «Achats d'immeubles».

Art. 4

Les dépenses prévues dans le présent décret seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément aux dispositions de l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 5

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Art. 3

¹ Zur Finanzierung dieses Erwerbs wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 9 150 000 Franken eröffnet.

² Der für diesen Erwerb erforderliche Zahlungskredit ist im Voranschlag 2009 unter der Kostenstelle 3500/503.001 «Liegenschaftskäufe» vorgesehen.

Art. 4

Die in diesem Dekret vorgesehenen Ausgaben werden in der Staatsbilanz aktiviert und gemäss Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates abgeschrieben.

Art. 5

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.